

## Moins 10 milliards sur le dos de la justice sociale, des services publics et de l'écologie.

Le décret actant et déclinant les annonces de Bruno Le Maire de 10 milliards d'économies du 18 février est paru le 22 février.

Alors que le gouvernement fait depuis longtemps des cadeaux au patronat et se refuse à mettre en place notamment la conditionnalité des aides publiques aux entreprises (200 Mds€) ou à agir sur les exonérations de charges (75Mds€), les coupes qui apparaissent dans le décret sont une véritable saignée, tant dans les politiques publiques que pour les ministères.

Sont donc actés moins 2 milliards pour l'écologie (pourtant affichée comme prioritaire) alors que la situation globale exige au contraire des changements radicaux et immédiats. 2 milliards dont la moitié amputera les dispositifs d'aide à la transition énergétique des logements (dont ma prim'renov). Les aides d'accès au logement perdent quant à elles 300 millions. On est loin des pseudos promesses Macron, "plus personne dans la rue avant la fin de l'année". Ces réductions vont avoir des conséquences désastreuses pour les personnes mal-logées déjà dans une situation extrêmement préoccupante.

La coupe de presque 700 millions dans l'Education nationale, aura là aussi des conséquences immédiates tant pour les personnels que pour les élèves dans un secteur déjà en situation très dégradée.

Le milliard pris sur l'enveloppe du travail est révélatrice de la volonté gouvernementale de faire encore des cadeaux au patronat au détriment des travailleuses et travailleurs avec notamment de nouvelles coupes dans les services d'inspection du travail. Pour autant, pas touche aux cadeaux aux entreprises ! Le budget du programme "handicap et dépendance" va subir un coup de rabot de 230 millions d'euros ! Quant au budget pour l'égalité femmes/hommes, la grande cause des quinquennats, qui est déjà l'un des plus petits budgets, il se retrouve amputé de 7 millions d'euros.

Ces réductions de crédits sont mortifères. Solidaires dénonce à nouveau les décisions et orientations gouvernementales qui vont à l'encontre des besoins et des attentes légitimes de l'ensemble de la population.

Les réponses ne sont pas dans les réductions drastiques de crédit mais bien dans le partage des richesses : augmenter nos salaires pour créer de la richesse, lutter contre les fraudes et l'évasion fiscale, taxer les plus riches !

Les services publics, les politiques publiques au service de tous et toutes, vitales pour notre survie concernant l'écologie, la satisfaction des besoins de la population et de l'égalité, ne doivent pas encore faire les frais d'une politique libérale orientée vers les plus riches au détriment de tous et toutes !

Avec Solidaires, continuons à soutenir les grèves en cours, et à construire nos luttes, le 8 mars pour l'égalité, le 19 mars pour nos salaires dans la fonction publique !